

C'est la (gué)guerre des chiffres entre le CD&V et la N-VA

LE RÉSUMÉ

Combien manque-t-il, finalement, pour **équilibrer les comptes fédéraux d'ici la fin 2016?**

Le flou règne, même s'il est vraisemblable que **l'ardoise tourne autour du milliard.**

Le gouvernement travaille d'arrache-pied: dans l'espoir **d'avoir tout bouclé** (budget et réforme fiscale) **d'ici mardi matin.**

**BENOÎT MATHIEU
WIM VAN DE VELDEN**

Et dire qu'initialement, le contrôle budgétaire était censé ne pas être trop douloureux. 456 millions d'euros à dénicher, chiffrait le Comité de monitoring il y a deux semaines à peine. Pas une promenade digestive, d'accord, mais pas de quoi effrayer au Budget, non plus. Le plus complexe, cela allait être l'atterrissage de la réforme fiscale, dans ses applications concrètes – les principes, eux, sont connus depuis juillet.

Eh bien, c'est raté! Ce vendredi, les discussions au sein du gouvernement ont essentiellement porté sur la «profondeur» du trou: combien de centaines de millions le Fédéral allait-il devoir économiser afin de rester dans les clous budgétaires qu'il s'est fixés? Car une tuile est tombée mercredi: les recettes fiscales sont inférieures aux attentes, d'environ 882 millions. Pas vraiment une surprise: le Comité de monitoring avait déjà relevé que le SPF Finances s'était montré solidement

«optimiste» dans ses estimations. Du reste, le suivi régulier des recettes de l'État montrait depuis des mois que le compte ne serait pas bon.

882 millions? «Ce montant n'est pas définitif», balayait aussitôt le ministre des Finances, Johan Van Overtveldt (N-VA). Avant de revenir vendredi avec un «nouveau» chiffre: plus ou moins 500 millions, et sans

doute moins que plus. À vrai dire, voilà qui confirme l'estimation citée dans ces colonnes dès jeudi: Michel doit dégager environ un milliard d'ici la fin 2016 pour se remettre sur les rails – soit, à la grosse louche, l'effort mis en avant par le monitoring, plus le dérapage des recettes, nettoyé des éléments non structurels, c'est-à-dire non récurrents.

Qui a gonflé les chiffres?

Un milliard d'euros, alors? À première vue, puisque ce montant reste toujours à confirmer. Un kern (comité ministériel restreint), augmenté des ministres du Budget (Sophie Wilmès, MR) et des Finances, était programmé vendredi soir, afin de dissiper le brouillard budgétaire. Et, peut-être, de rentrer dans le vif du sujet: ajustement budgétaire et tax shift. Selon les versions, la réunion allait se tenir «au finish», ou au contraire, le travail allait se poursuivre ce week-end.

Derrière cette bataille de chiffres semble se jouer un combat plus politique. Entre partis flamands – c'est devenu une habitude dans les rangs de Michel. Essentiellement entre la N-VA, aux Finances, et le CD&V, qui n'est pas le membre de la coalition sorti le plus satisfait de l'épisode tax shift. Les accusations fusent. Pour certains, le CD&V a tout fait pour

gonfler l'estimation du déficit, afin de démontrer que l'on ne s'en sortira pas sans nouvel impôt; cela tombe bien, il a justement une proposition de taxation du capital pour sortir de l'ornière. Il se murmure même que certains hauts fonctionnaires du SPF Finances sont dans le viseur, et qu'un peu de ménage serait fait, une fois les réformes bouclées. Pour d'autres, il ne faut rien y voir de plus qu'un vieux classique de la politique belge: le SPF Finances surestimant des recettes fiscales parce que cela arrange tout le monde au moment de boucler les budgets initiaux. Même si cela finit toujours par se payer.